

Sahara occidental: l'Algérie et la Mauritanie seront à la table ronde de l'ONU

Par Alain Chémali avec AFP@GeopolisAfrique | Publié le 18/10/2018 à 16H10

Après le Maroc et le Front Polisario, l'Algérie et la Mauritanie ont répondu favorablement à l'invitation à une «table ronde» lancée par l'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental. L'ordre du jour de cette réunion n'est pas détaillé, mais Horst Kohler demande aux quatre parties de venir «de bonne foi et sans pré-conditions» avec des propositions.

Ils avaient jusqu'au 20 octobre pour répondre à l'invitation. Désormais, les quatre parties impliquées ou concernées par le conflit du Sahara occidental ont répondu favorablement à la [convocation de l'émissaire spécial de l'ONU](#) pour relancer les pourparlers au point mort depuis des années.

Les parties invitées à Genève attendues avec des propositions

Selon l'ONU, l'Algérie et la Mauritanie ont fait savoir récemment qu'ils acceptaient l'invitation de Horst Kohler à venir discuter les 5 et 6 décembre à Genève de l'avenir de ce territoire contesté. Le Maroc et le Front Polisario avaient donné leur accord début octobre.

Lors de son point-pressé quotidien, le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, avait rappelé le 15 octobre que les quatre parties invitées «à la table des négociations» devaient venir «de bonne foi et [sans pré-conditions](#)».

Dans son invitation, l'ex-président allemand Horst Kohler, qui a succédé à l'Américain Christopher Ross en août 2017, évoque non pas des «négociations» mais «une table ronde».

L'ordre du jour de cette réunion, la première du genre, n'est pas détaillé, mais l'émissaire demande aux destinataires de lui soumettre des propositions à cet égard. Le dernier cycle de négociations entre le Maroc et le Front Polisario remonte à 2012.

Dans un rapport récent, le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres évoque, lui, des «discussions préliminaires» début décembre à Genève, appelées à être renouvelées.

Horst Kohler confronté à des attitudes inconciliables

Agé de 74 ans et issu de l'Union Chrétienne démocrate (CDU) d'Angela Merkel, [Horst Kohler](#) a déjà rencontré les différentes parties au conflit en début d'année mais de manière séparée.

Fin juin-début juillet, il avait effectué une tournée régionale qui l'avait conduit à Alger, Nouakchott, Tindouf, Rabouni, Rabat, Laayoune, Smara et Dakhla.

Pourra-t-il sortir le conflit sahraoui de l'immobilisme dans lequel l'a laissé l'émissaire américain de l'ONU après huit années de travail? Rien n'est moins sûr tant les protagonistes continuent de camper sur leurs positions.

Soutenu par Alger, le mouvement indépendantiste du [Front Polisario](#) réclame un référendum d'autodétermination pour le Sahara occidental, une région au sous-sol riche en phosphates et dotée d'eaux poissonneuses.

Le Maroc rejette toute solution autre qu'une autonomie sous sa souveraineté pour le Sahara occidental. L'ambassadeur permanent du Maroc aux Nations Unies a même appelé le 15 octobre la quatrième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies chargée de la décolonisation, à se dessaisir du dossier, [selon Ya biladi](#).

Pour Omar Hilale, la question du Sahara marocain n'est pas celle de la décolonisation mais du parachèvement de l'intégrité territoriale du Maroc. Cité par une dépêche de l'agence officielle MAP, le diplomate estime *«qu'il est un fait indéniable de l'Histoire que le Sahara a toujours fait partie intégrante du Maroc, et ce, bien avant son occupation par l'Espagne en 1884»*.

L'Algérie observatrice et la Mauritanie attentiste

Un credo incompatible avec la position de l'Algérie qui considère que le règlement du conflit au Sahara occidental *«ne peut être trouvé qu'à travers l'exercice, par le peuple du Sahara occidental, de son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination»*.

Devant la même quatrième commission, l'ambassadeur d'Algérie à l'ONU a confirmé le 16 octobre, [selon Sputnik](#), que l'Algérie aura un statut particulier lors de ces rencontres. Elle *«prendra part à la première série de négociations directes entre le Front Polisario et le Maroc en tant que pays observateur»*.

Enfin, prise en tenaille entre le royaume chérifien et la République algérienne, la Mauritanie aura de fait, elle aussi, une attitude d'observateur, voire attentiste.

Selon l'expression de [Jeune Afrique](#), *«de cœur, elle penche plutôt du côté des Sahraouis dont elle reconnu la République»*, mais elle est obligée à un certain équilibre entre les deux puissances régionales.

Dans ce conflit, la Mauritanie connaît en effet un déchirement ethnique en raison d'une population de *«tribus maures qui sillonnent ce vaste désert et qui n'ont jamais connu de frontières entre ce qui s'appelle aujourd'hui l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie»*.